

L'Etat fédéral sort de la recherche

SCIENCE Fin de la politique scientifique

L'arrêt de mort de Belspo, l'administration fédérale de la politique scientifique, devrait être signé ce vendredi. Malgré une pétition rassemblant 17.000 signatures, parmi lesquelles le Nobel François Englert, le gouvernement a poursuivi son projet de réformer la politique scientifique. Les trois piliers de Belspo sont démantelés. Le spatial et son budget de 200 millions par an est confié à une « agence interfédérale » qui devrait fonctionner avec une soixantaine de personnes (une vingtaine aujourd'hui). Les dix établissements scientifiques et musées fédéraux (Beaux-Arts, Cinquantenaire, Afrique centrale, Observatoire royal, Muséum des sciences naturelles, Institut royal météorologique, etc.) deviennent des établissements autonomes, avec un budget qu'ils devront « optimiser » (entendez, adapter aux économies). Enfin, les programmes de recherche finançant des activités scientifiques dans les universités et les contributions à des programmes internationaux sont démantelés.

Communautés aux commandes

« Le gouvernement estime primordial de continuer à financer la recherche fondamentale dans notre pays », indiquait l'accord politique de l'actuelle coalition. Il en ira tout autrement. Du côté des scientifiques, on oscille entre abattement et résignation. « En dehors du spatial où la recherche "rapporte" et où l'intérêt financier est clair, tout le monde est très inquiet », détaille un chercheur. Le pire a été évité : la disparition des PAI (les pôles d'attraction interuniversitaires) n'aura pas lieu. Ces budgets alloués à la recherche fondamentale ont été transférés aux Communautés qui poursuivent le financement (30 millions pour les quatre prochaines années) avec quelques modifications. Tout en restant fondamentale, la recherche devra être plus ciblée. « Avec le risque d'être moins créative. » Chaque projet devra réunir de trois à six équipes universitaires des deux Communautés. Exit le fédéral : ce sont le FNRS francophone et le FWO flamand qui géreront les PAI. Les autres programmes passent à la trappe et seront remplacés par le FED-tWIN. Celui-ci

prévoit l'engagement de chercheurs (150 en quinze ans) qui seront affectés à la fois aux universités et aux établissements scientifiques fédéraux (ESF). Le financement sera à 100 % fédéral pendant 5 ans, puis passera progressivement aux ESF et aux unifs. Ces dernières n'en ayant pas actuellement les moyens. « La réforme est en phase avec l'évolution politique, soupire un scientifique. Mais plus les enveloppes sont petites, moins c'est bon pour l'excellence de la recherche. Par ailleurs, il y a une grosse crainte que certains secteurs moins en phase avec l'économie, comme les sciences sociales, les océans, la glace... soient les grands perdants de cette évolution. » ■

M.d.M.